

Vu l'avis de la Commission de régulation de l'énergie en date du ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques du ,

Décète :

Article 1^{er}

La section 4 du chapitre I du titre II du livre III de la partie réglementaire du code de l'énergie est ainsi complétée :

« *Art. D. 321-25.* – Le gestionnaire du réseau public de transport publie l'information selon laquelle le système électrique sera dans une situation de forte tension justifiant la mise en œuvre des dispositifs mentionnés aux articles L.321-17-1 et L. 321-17-2 sur un site internet accessible au grand public.

« Au plus tard la veille du jour concerné, cette information précise les heures de la journée au cours desquelles le système électrique sera en forte tension.

« *Art. D. 321-26.* – Le montant des pénalités financières mentionnées aux articles L.321-17-1 et L. 321-17-2 ne peut pas excéder 3 % du chiffre d'affaires hors taxes lors du dernier exercice clos, porté à 5 % en cas de manquement aux obligations prévues à ces articles sur deux jours ou plus.

« A défaut d'activité permettant de déterminer ce plafond, le montant de la pénalité ne peut pas excéder 250 000 euros, porté à 500 000 euros en cas de manquement sur deux jours ou plus.

« Les modalités de calcul des pénalités financières mentionnées aux articles L.321-17-1 et L. 321-17-2 pour un manquement sur une journée sont proportionnées au nombre d'heures telles que publiées la veille en application de l'article D. 321-25 et aux caractéristiques techniques de la ou des installations.

« Ces modalités de calcul sont précisées par arrêté du ministre chargé de l'énergie.

« *Art. D. 321-27.* – Sauf incapacité technique devant pouvoir être justifiée, les conditions d'utilisation des offres déposées en application des articles L. 321-17-1 et L. 321-17-2 sur le mécanisme d'ajustement mentionné à l'article L.321-10 doivent être compatibles avec une activation par le gestionnaire de réseau de transport sur les périodes de tension publiées sur le site mentionné à l'article D.321-25.

« *Art. D. 321-28.* – En application de l'article L. 321-17-1, sont redevables des pénalités financières décrites à l'article D. 321-26 :

« 1° Les opérateurs d'ajustement qui ne mettent pas à disposition du gestionnaire du réseau public de transport la totalité des capacités techniquement disponibles d'effacement de consommation, de production et de stockage qu'ils valorisent sur le mécanisme d'ajustement mentionné à l'article L.321-10 ;

« 2° Les opérateurs d'effacement qui n'ont pas offert sur les marchés la totalité des capacités d'effacement de consommation techniquement disponibles et non utilisées.

« Art. D. 321-29. – L'obligation de mise à disposition en application de l'article L. 321-17-2 ne porte que sur les heures indiquées par le gestionnaire de réseau de transport en application de l'article D. 321-25 et ne peut pas excéder 300 heures.

Le fonctionnement d'une installation de production ou de stockage en application de l'article L. 321-17-2 se fait dans le respect des dispositions techniques en vigueur.

« Art. D. 321-30. – Les catégories de sites de consommation exemptées de l'application de l'article L. 321-17-2 du code de l'énergie sont :

- Les installations désignées comme prioritaires en application de l'article R. 323-36 du code de l'énergie,
- Les installations dont l'activité est restreinte ou suspendue en application de l'article L. 143-6-1 du code de l'énergie,
- Les consommateurs finals contribuant au service de défense de participation active de la demande,
- Les établissements de santé publics, privés d'intérêt collectif et privés tel que définis à l'article L.611-1 du code de la santé publique ainsi que les établissements de santé et médico-sociaux dont la cessation brutale d'activité menace gravement des vies humaines,
- Les centres de réception des appels d'urgence,
- Les installations mentionnées à l'article L. 515-32 du code de l'environnement,
- Les installations des opérateurs désignés opérateurs d'importance vitale en application de l'article R. 1332-1 du code de la défense,
- Les installations soumises à autorisation en application de l'article L. 512-1 du code de l'environnement, lorsque les arrêtés ministériels prévus à l'article L. 512-5 de ce même code, ou les arrêtés préfectoraux concernant cette installation, prévoient la mise en place de dispositifs de secours électriques,
- Les sites relevant du ministère de la Défense.

« L'exploitant d'une installation de production ou de stockage d'électricité n'est pas tenu de mettre à disposition la puissance nécessaire au secours de ses dispositifs de sécurité incendie ou d'évacuation des personnes.

« Art. D.321-31. – En application de l'article L. 321-17-2, les exploitants d'une installation de production ou de stockage d'électricité de plus d'un mégawatt qui ne mettent pas à la disposition du gestionnaire du réseau public de transport la totalité de la puissance non utilisée et techniquement disponible de cette installation sont redevables des pénalités financières décrites à l'article D.321-26.

« Art. D.321-32. – Pour l'application du seuil d'un mégawatt mentionné à l'article L. 321-17-2, la puissance prise en compte est la puissance installée de l'installation de production d'électricité ou de stockage. La puissance installée s'entend comme la somme des puissances unitaires maximales des installations de production ou de stockage situées sur un même site et capables de fonctionner simultanément, telle que définie à l'article R.311-4 du code de l'énergie.

« Art. D. 321-33. – L'application des articles D. 321-25 à D.321-32 est limitée à la France métropolitaine continentale.

« Pour les installations de combustion classées au titre des rubriques 2910 ou 3110 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, possédant des moteurs destinés uniquement à alimenter des systèmes de sécurité ou à prendre le relais de l'alimentation principale du site en cas de défaillance accidentelle de celle-ci et qui ne sont pas exemptées en application de l'article D. 321-30, les dispositions des articles D. 321-25 à D. 321-32 prévalent sur les prescriptions contenues dans les arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables, sur les arrêtés préfectoraux des installations suscitées et sur les arrêtés préfectoraux pris en application de l'article R. 222-13 du code de l'environnement relatifs aux plans de protection de l'atmosphère. »

Article 2

Les dispositions des articles D. 331-29 à D. 331-32 sont applicables pour une durée d'un an à compter de la date de publication du présent décret.

Article 3

La ministre de la transition énergétique est chargée de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le

Par la Première ministre :

La ministre de la transition énergétique,

Agnès PANNIER-RUNACHER